

MUSEES D'AGRICULTURE ET FILIERES DE DEVELOPPEMENT RURAL

François Sigaut

"La muséographie d'une société", disait Marcel Mauss, "consiste à établir les archives matérielles de cette société, les musées sont des archives."¹ Conserver, pour l'usage des générations à venir, des objets-témoins qui sans cela seraient voués à disparaître, telle est la fonction première, la fonction fondamentale des musées, celle qui justifie leur existence.

Mais cette fonction est coûteuse, nous le savons tous. Une partie du patrimoine national est prise en charge par les pouvoirs publics, qui ont créé dans ce but toute une série d'institutions : archives et bibliothèques, musées classés, monuments historiques et sites, parcs nationaux et régionaux, etc. Pour les objets, les machines ou les bâtiments qui représentent le patrimoine de nos agricultures régionales, cette prise en charge n'est que très partielle, ~~nous le savons tous~~. Et malgré les progrès très réels accomplis depuis la fin des années 1970, nous savons aussi qu'il ne faut guère espérer mieux à moyen terme. Cela étant, que faire ?

La première idée qui vient à l'esprit est de demander davantage de ressources à la fonction commerciale du musée. Renouveler les expositions le plus souvent possible, organiser des fêtes et des spectacles, offrir à la vente toutes sortes de produits dérivés des activités du musée (brochures, cassettes, posters, copies ou modèles réduits d'objets, pin's, T-shirts...) apparaissent comme les moyens naturels d'attirer un plus large public et d'accroître le nombre d'entrées.

Mais ce choix ne va pas sans risques. J'ai appris récemment d'une source autorisée, comme on dit, que la part des ressources propres ainsi produites ne dépassait guère 30 % des ressources totales, 40 % au grand maximum, dans les musées publics les plus fréquentés - ce

qui implique donc un minimum incompressible de 60 à 70 % de subventions publiques. Ces chiffres ne sont pas si étonnants qu'il n'y paraît. Il ne faut pas oublier en effet que le public coûte avant de rapporter. Rassembler, conserver et étudier une collection, c'est une chose. L'exposer au public en est une autre, qui exige des investissements supplémentaires considérables, dont je ne suis pas sûr qu'on sache toujours évaluer la rentabilité réelle. La Cité des Sciences de La Villette, par exemple, qui n'a pourtant pas de collections du tout, ne dépasse pas le plafond des 30 ou 35 % de ressources propres, bien qu'elle accueille plus de 5 millions de visiteurs par an. Ce qui signifie qu'une grande affluence, qui marque assurément le succès public d'un musée, n'apporte pas de solution automatique à ses problèmes financiers.

Il y a sans doute des musées privés ou d'associations qui font mieux que les 30 ou 40 % fatidiques. Quoi qu'il en soit, la plupart des responsables savent fort bien qu'un nombre élevé d'entrées vaut au moins autant par ce qu'il signifie pour l'image du musée que par les sommes d'argent qu'il représente. Il est toujours bon qu'un musée reçoive le plus de monde possible, même si chaque visiteur, tous calculs faits, coûte un peu plus que ce qu'il rapporte. On n'a pas encore trouvé de meilleur argument que de bons chiffres de fréquentation auprès des financeurs publics ou privés.

Avec cela, toutefois, le problème des collections reste entier. Car d'une exploitation commerciale qui n'est pas bénéficiaire, on ne peut évidemment pas dégager de ressources pour la conservation et l'accroissement des collections. C'est ce que savent les collectionneurs privés, qui n'exposent leurs collections qu'à de rares et courtes occasions, lorsque telle ou telle manifestation collective, un salon par exemple, leur en donne les moyens. Tout est affaire de cas particuliers. J'ai eu déjà l'occasion de citer celui de Lascaux, où l'affluence des visiteurs a eu des effets si destructeurs sur les peintures qu'il a fallu se résoudre à fermer la grotte et à en construire une réplique (Lascaux-bis). Le cas Lascaux n'est pas si rare qu'il ne semble. Tout musée qui, faute de moyens suffisants, n'expose pas l'intégralité de ses collections, se trouve pour une part dans ce cas. Il faut l'admettre, et j'espère qu'on l'admettra de plus en plus, la préservation d'un patrimoine et son exploitation commerciale obéissent à deux logiques différentes, qu'il est sans doute souhaitable d'associer le plus souvent possible, mais qui n'ont

l'une avec l'autre aucune cohérence naturelle. Mal calculée, l'exploitation commerciale peut compromettre un patrimoine au lieu d'y contribuer. Même la réussite peut dans ce domaine avoir des effets pervers, lorsqu'elle incite à faire passer les besoins de l'exploitation avant les nécessités de la conservation.

Il faut donc revenir au patrimoine lui-même, aux raisons et aux moyens que nous avons de le conserver. Je vous propose d'abord un bref rappel historique pour essayer d'y voir plus clair.

Les premiers musées techniques, au XIXe siècle, ont été conçus comme des lieux d'enseignement par l'objet. Le Conservatoire des Arts et Métiers, par exemple, était conçu comme une sorte de dépôt légal d'outils et de machines nouveaux, que des démonstrateurs devaient faire fonctionner sous les yeux du public pour son instruction. Les objets déposés devaient bien sûr être conservés. Pour combien de temps et dans quelles conditions ? La question, alors, ne préoccupait personne, probablement parce que les problèmes pratiques ne pouvaient pas être prévus. L'accent était mis sur les inventions nouvelles, qu'il s'agissait d'encourager et de faire connaître. L'aspect patrimonial n'était pas ignoré, mais il n'était pas explicite.

Le temps allait se charger de faire éclater cette conception trop indifférenciée du musée. Il n'y a plus aujourd'hui que l'INPI (l'Institut National de la Propriété Industrielle) pour fonctionner ainsi, comme un dépôt légal d'inventions; avec cette différence essentielle que l'INPI ne gère que les demandes de brevets, c'est-à-dire des archives et non des objets en trois dimensions. A partir du milieu du XIXe siècle, le développement de l'enseignement technique d'un côté, celui des expositions industrielles et commerciales de l'autre, enlevaient aux musées deux des grandes fonctions qui leur avaient été dévolues au départ. C'est au terme de ce parcours qu'il ne leur est plus resté que leur fonction patrimoniale proprement dite.

Cette fonction est-elle résiduelle ? Certains le pensent, et en tirent logiquement la conclusion que pour redonner aux musées leur importance et leur prestige, il faut revenir au musée polyvalent des origines. Je crois que c'est une erreur. D'abord parce qu'il est toujours assez vain de vouloir refaire l'histoire. Ensuite et surtout parce que rien, si ce n'est le préjugé moderniste, ne justifie que soit qualifiée de résiduelle

la fonction patrimoniale. Le fait que cette fonction soit devenue de plus en plus spécifique des musées doit être regardé comme un processus de spécialisation au sens le plus positif du terme. Les musées, en somme, sont devenus ce qu'ils devaient être, ils se sont centrés sur leur véritable vocation. Et c'est parce que la fonction patrimoniale correspond à un besoin de plus en plus ressenti qu'on crée tant de musées et qu'il y a tant de visiteurs pour y aller.

Mais la fonction patrimoniale n'est-elle que la conservation pure et simple des témoignages matériels du passé ?

Elle est d'abord cela, mais elle n'est pas que cela. Il est étrange de constater comme chez nous, tant de bons esprits croient nécessaire d'opposer l'intérêt pour le passé et l'intérêt pour le présent voire pour l'avenir, comme si s'intéresser au passé ne pouvait procéder que d'un refus plus ou moins névrotique du présent.

Et si c'était le contraire ? Si c'était le refus du passé qui traduisait une peur pathologique d'une remise en cause des idées reçues à travers lesquelles nous concevons notre présent ? Nous sortons d'une époque qui a été véritablement fascinée par le progrès. Non sans bonnes raisons : en un siècle, de 1860 à 1960 disons, le rendement du sol a plus que décuplé, et la productivité du travail en agriculture a été multipliée de cinq cents à mille fois ! L'humanité n'avait jamais rien connu de pareil, et c'est à juste titre qu'on a parlé de révolution à propos de cet épisode de l'histoire. Mais c'est un épisode qui appartient probablement au passé. On n'inventera pas une deuxième fois la moissonneuse batteuse. Je veux dire, on n'inventera pas une deuxième machine qui soit à la moissonneuse-batteuse ce que celle-ci a été à la faucille. L'innovation ne s'est pas arrêtée, mais elle s'est déplacée vers d'autres terrains. La course à la productivité ne suffit plus. Ou plus exactement, ceux qui n'y sont pas déjà bien placés n'ont plus guère de chances de réussir à s'y placer, on le voit tous les jours avec les faillites spectaculaires qui frappent précisément les agriculteurs qui ont fait les plus gros efforts de modernisation dans les quinze dernières années. Un peu de recul historique aurait peut-être incité leurs conseillers à davantage de prudence, en leur montrant qu'il ne suffit pas de suivre le progrès pour en bénéficier.

Du point de vue de nos régions, en effet, l'époque dont nous sortons a été caractérisée par un progrès venu d'en haut. Machines, engrais,

semences sélectionnées, pesticides, tout ou presque venait de l'extérieur y compris le conseil technique lui-même. Le choix était simple, il fallait suivre ou renoncer.² Aujourd'hui, même ceux qui suivent peuvent être obligés à renoncer. Il faut donc trouver autre chose. Il faut que chaque région agricole reprenne en main la recherche de son propre avenir, ce qui impliquera de se mieux connaître, et donc de mieux connaître son véritable passé. C'est là qu'à leur niveau, les musées d'agriculture ont un rôle à jouer.

Ce rôle, quel peut-il être ? C'est pour tenter de répondre à cette question que nous avons choisi le thème de ce congrès : "Les musées d'agriculture et les filières de développement rural". Avant de donner la parole aux collègues qui vont nous faire part de leur expérience, je voudrais proposer à votre réflexion quelques idées sur ce sujet.

Il me semble que la contribution spécifique de nos musées pourrait être d'aider à faire comprendre comment s'est affirmée, par une combinaison déterminée de ressources, la vocation de chaque région à chaque moment de son histoire.

Les ressources sont bien entendu les productions animales et végétales qui apparaissent (et disparaissent) dans le passé de chaque région. Mais autant que ces productions elles-mêmes, c'est l'expérience qu'elles représentent qui nous intéresse. On ne reviendra sans doute jamais à la culture du pastel dans la région d'Albi ni à l'élevage des sangsues médicinales dans les marais de la Gironde. Mais les enseignements à tirer de ces deux épisodes, sur le plan technique, écologique, économique, etc., garderont toujours leur valeur. Il y a là un capital expérimental d'une richesse d'autant plus méconnue que notre passé récent nous a fait perdre le souvenir d'une diversité plus lointaine. Pensons à toutes les cultures qui ont été abandonnées ou qui ont été réduites à si peu de chose depuis deux à trois siècles : les plantes tinctoriales, les plantes textiles, l'osier, les plantes à soude au bord de la mer, les oléagineux (sauf le colza et le tournesol), plusieurs céréales (le millet, le sarrasin, l'avoine), l'ajonc (la culture fourragère par excellence de la Bretagne), les roseaux (pour le chaume), des cultures légumières comme le panais ou le rutabaga, etc.

Encore une fois, il ne s'agit pas de retour au passé, bien que certaines réintroductions ne soient pas dénuées d'intérêt.³ S'il s'agit de tirer ce passé de l'oubli, c'est pour en recueillir les enseignements que la fin de la grande vague de progrès quantitatifs peut rendre à nou-

veau utiles.

Les musées de ressources sont déjà nombreux. Je pense bien entendu au Musée du safran de Boynes (Loiret), créé par notre doyen M. Nivet. Ici, à Labastide d'Armagnac, nous sommes aussi dans un musée qui fait une grande place aux ressources, et il en est de même de la Maison du châtaignier de Villefranche du Périgord et de l'Ecomusée du Montmorillonais qui vont vous être présentés tout à l'heure.

Peut-on aussi présenter dans un musée ce qui a été la vocation d'une région ? C'est, me semble-t-il, ce à quoi tendent les musées de terroir et les écomusées, et je pense du reste qu'il ne faut pas opposer les deux démarches. Il est vrai cependant que la notion de vocation, assez abstraite, peut être assez difficile à manier.

Pour me faire mieux comprendre, je vais bien sûr utiliser l'enseignement du passé. Avant la "révolution" agricole, chaque région devait avoir deux sortes de productions, les unes destinées à sa propre subsistance, les autres destinées à être vendues à l'extérieur pour compenser les sorties d'argent en redevances et en achats. L'auto-subsistance est un mythe : il n'a jamais été possible nulle part de vivre en vase clos, et lorsqu'une région n'avait rien à vendre, ou pas assez, elle exportait ses hommes. Les maçons limousins, les porteurs d'eau et de bois auvergnats, les nourrices morvandielles, les ramoneurs savoyards, etc., sont restés les images classiques de cette situation. Naturellement, les industries rurales font partie du tableau. Au XVIIIe siècle, la moitié de la France peut-être produisait des toiles, et ailleurs on travaillait la corne, le bois, l'os, le cuir, l'osier, la paille, etc. Il n'y avait pratiquement pas de région sans industries ni d'agriculteurs à plein temps - un autre mythe de notre époque, dont le crédit est d'ailleurs en forte baisse.

Produits agricoles pour vivre et pour vendre, industries, exportations d'hommes, telles étaient en gros les différentes catégories de ressources que chaque région devait combiner entre elles, en fonction de ses sols et de son climat, de sa position géographique, de ses traditions techniques, de ses coutumes foncières, de sa population, etc. Dans le détail, le tableau n'est évidemment pas si simple. Reste que la vocation, ou si on préfère la personnalité des différentes régions, s'y dessine assez clairement.

Cent-cinquante ans de progrès précipités ont profondément bouleversé ces conditions. Mais aujourd'hui, les régions doivent reprendre une plus grande part d'initiative dans leur développement. Les musées d'agriculture

peuvent et doivent y contribuer. Cela entre parfaitement dans la fonction patrimoniale qui justifie leur existence.

Notes

(1) Manuel d'ethnographie, Paris, Payot, 1971, p. 16.

(2) Disant cela, je tombe moi-même sous le reproche de simplifier exagérément la réalité de l'histoire récente. La brièveté du propos m'y a obligé.

(3) Des essais de réintroduction du sarrasin ont lieu en Bretagne centrale. Une société du Finistère produit et commercialise toutes sortes de fleurs comestibles et légumes rares, y compris des légumes oubliés (voir Le Monde du 27 oct. 1992). Retour de l'extensif, diversification des goûts et de la gastronomie, recherches de substances nouvelles, trois raisons pour lesquelles des cultures disparues peuvent reprendre de l'intérêt.

le 19.03.93